

### *Initiatives ministérielles*

que tout le débat, au Congrès et dans le public américain, porte sur cette question.

Une partie importante du camp des alliés, du Congrès et du public des États-Unis pense qu'il faudrait donner plus de temps aux sanctions de fonctionner et qu'on n'a pas épuisé les solutions de rechange à la guerre. Cette dernière opinion est manifestement vraie.

Bien entendu, le critère qu'il mentionne pour justifier une guerre, c'est qu'elle doit constituer le dernier recours après que toutes les mesures pacifiques ont été épuisées.

William Pfaff demande dans son article: «Comment les États-Unis se sont-ils mis dans cette situation?» Il fait remarquer que l'ultimatum américain et le déploiement de tant de troupes, d'équipement et de forces militaires dans cette région a placé maintenant ce pays dans la situation où celui-ci estime qu'il ne peut pas se retirer sans perdre la face.

On sait que l'un des principes fondamentaux dans les négociations est que les dirigeants ne doivent pas lancer d'ultimatum au début du règlement d'un conflit. Le président des États-Unis ou celui de l'Irak n'aurait jamais dû dire dès le début qu'il s'agissait de l'ultimatum pour résoudre cette crise. Aucun des deux ne peut faire marche arrière, et il n'y a pas de porte de sortie.

William Pfaff dit que les ultimatums américains et le déploiement d'une force américaine et internationale aussi importante ont créé des conditions qui comporteraient de lourdes pénalités si Washington changeait de politique. C'est là où réside le problème. Les États-Unis se sont tellement engagés à faire la guerre que maintenant ils estiment qu'il serait plus ou moins gênant d'y renoncer. Encore une fois, Pfaff analyse la politique en question. Il dit:

Cela oblige les États-Unis de justifier la guerre immédiate pour honorer leurs propres engagements inconsidérés.

Mais c'est là où réside l'engagement moral critique. Le gouvernement Bush n'aurait jamais dû mettre les États-Unis dans cette situation. Cependant, cela nous avance guère de dire cela maintenant que nous sommes dans cette situation. L'échec intellectuel est aussi une question morale. On élit les dirigeants sur leur assurance qu'ils savent ce qu'ils font. En l'occurrence, ils ne le savaient pas.

Le président et le gouvernement des États-Unis ne savaient pas ce qu'ils faisaient quand ils ont lancé ces ultimatums et qu'ils ont engagé tant de troupes au début

de la crise. Ils se placent dans une position telle que la guerre devient presque inévitable et ils essaient de se justifier après coup. Malheureusement, notre gouvernement les appuie sans réserve.

Il est exact que le Conseil de sécurité a approuvé la résolution 678. Il est intéressant de voir qu'une telle diversité de pays en soient venus à approuver ensemble cette résolution. On retrouve des pays comme l'Union soviétique, la France, la Chine. . .

**Une voix:** Pas la Chine.

**M. Allmand:** Mon collègue dit: «Pas la Chine.» Celle-ci s'est abstenue. Elle n'a certainement pas voté contre la résolution, qui a été adoptée à l'unanimité. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'un veto, et seulement deux pays, qui n'avaient pas droit de veto, s'y sont opposés.

Quoiqu'il en soit, il est exact de dire qu'ils ont obtenu cette approbation. Encore une fois, le fait que ce groupe de nations ait approuvé cette résolution ne la rend pas pour autant entièrement conforme à la charte des Nations Unies.

• (2350)

Comme l'a souligné mon chef ce matin, lorsque vous lisez les mots clés de la résolution, vous constatez que celle-ci dit que le Conseil de sécurité autorise les États membres coopérant avec le gouvernement du Koweït à employer tous les moyens nécessaires pour faire respecter la résolution 660 du Conseil de sécurité et toutes les résolutions pertinentes qui ont suivi, et à rétablir la paix et la sécurité internationales dans cette région. Elle autorise les États membres à faire toutes ces choses; elle habilite les États-Unis, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Égypte, en tant qu'États individuels, à prendre toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires, y compris la guerre, pour faire respecter la résolution 660 du Conseil de sécurité et rétablir la paix ainsi que la sécurité internationales dans cette région.

Comme nous l'avons déjà demandé au cours du débat précédent, qu'entend-on par «cette région»? Cette expression englobe-t-elle Israël, le Liban ou l'Égypte? Qu'entend-on par «rétablir la paix et la sécurité internationales dans cette région»?

La résolution est très vague. Nous avons voté contre à la Chambre parce que nous étions d'avis qu'elle était prématurée, que les sanctions n'avaient pas eu le temps de porter fruit et qu'on n'avait pas accordé suffisamment de temps aux initiatives diplomatiques.